



Tallinn
e-Governance
Conference
2017



15
YEARS
Empowering
e-governance
around the world

Résumé de la Conférence e-Gouvernance Tallinn 2017

Par Ivar Tallo, fondateur de l'eGA

La Conférence e-Gouvernance Tallinn 2017 célébrait le 15^e anniversaire de l'Académie d'e-Gouvernance. La conférence a rassemblé des experts de premier plan de l'e-gouvernance, des preneurs de décision, des donateurs et des groupes de la société civile venant de 115 pays. Le sujet central des discussions cette année était le Transfert de connaissance de l'e-gouvernance, avec une attention particulière sur les pays ACP (D'Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Durant ses 15 années d'existence, l'eGA a appris par expérience que la seule manière d'obtenir des résultats significatifs et durables à long terme dans le développement de l'e-gouvernance est à travers le développement des compétences pratiques et l'expérience des experts locaux.

La conférence a cherché à comprendre comment les pays ont réussi à développer leur savoir-faire de l'e-gouvernance domestique et régionale au cours des dernières années, quelles sont les leçons apprises et les meilleures pratiques et quels sont les projets en cours et futurs pour le développement de centres d'excellence locaux et régionaux.

Session inaugurale

La conférence fut ouverte par la Présidente de la République d'Estonie, S.E. Mme Kersti Kaljulaid, qui, d'une manière rafraîchissante, a fourni une touche humaine à la façon dont notre société se développe avec les innovations technologiques constantes. La Commissaire de l'Union africaine, Docteur Amani Abou-Zeid, nous a rappelé les racines de l'humanité et les a liées à la renaissance des pays africains et à comment ils prévoient leurs prochaines étapes. Docteur Gomes, le Secrétaire général des pays ACP a présenté son point de vue sur les idées de développement et a également résumé avec enthousiasme l'entière conférence à la fin de celle-ci.

La session fut conclue par le Directeur général de la DG DEVCO (Coopération internationale et Développement) de la Commission européenne, M. Stefano Manservigi. Il a traité du consensus européen émergent pour le développement et a illustré le changement qui a lieu actuellement avec un bref retour historique d'une douzaine d'années en arrière lorsqu'il était impossible dans les discussions de Coopération internationale et de Développement de traiter de l'utilisation des Technologies de l'Information et la Communication. Cela était vu comme un luxe et non comme une entreprise sérieuse. Il a déclaré que « nous sommes maintenant dans la situation par laquelle nous refaçons la stratégie et introduisons la technologie numérique comme un facilitateur clé pour le développement. Nous devons fournir un accès partout en Afrique et nous devrions impliquer le secteur privé à cette fin. Nous devons connecter l'Afrique afin de ne pas la laisser derrière. »

Ce qui a aussi grandement contribué aux discussions fut que les intervenants de cette séance de haut niveau traitèrent les sujets non pas seulement à partir de notes mais aussi à partir de leur expérience personnelle.

Table-ronde : Coopération internationale pour le développement de l'expertise en e-gouvernance nationale

De plus en plus de pays regardent l'e-gouvernance comme un outil pour améliorer l'efficacité et la transparence du gouvernement, stimuler la croissance économique et améliorer la vie des citoyens. Les participants se sont appuyés une fois encore sur leur expérience personnelle qui a été résumée par un participant, M. Hoa Binh Adjemian de la délégation de l'UE en Arménie, comme un « instant nous », où les donateurs ne devraient pas être désengagés et fournir simplement le financement mais devraient plutôt essayer de comprendre la dynamique des pays qu'ils soutiennent. Alors seulement les résultats correspondront à l'argent dépensé.

Tout le monde s'est accordé pour dire qu'il n'y avait pas un modèle à suivre ou à imposer à distance car les besoins locaux pourraient bien ne pas être ceux que les preneurs de décision à Bruxelles, Stockholm ou Washington considèrent comme important. De nombreux projets d'aide au développement se sont concentrés sur le développement de la technologie mais le problème a été la viabilité de ces entreprises.

À la place, si nous regardons la technologie comme un facilitateur et non comme une fin, nous pouvons nous concentrer sur les améliorations clés qui nous aident à introduire une meilleure gouvernance. Les tables-rondes suivantes firent exactement cela et bien qu'il soit difficile de les résumer, je pense que le développement des infrastructures d'e-gouvernance, quelque chose que l'eGA a utilisé comme un cadre pour traiter les différents sujets, est la meilleure façon de généraliser la marche à suivre.

Les infrastructures d'e-Gouvernance se concentrent sur quatre thèmes ou composantes de base :

- l'accès
- les données numériques
- l'identité numérique
- l'interopérabilité.

Toutes les quatre sont des préconditions nécessaires à la prestation de service numérique et elles ont été traitées par différents participants de la conférence. Les représentants de la Commission européenne ont souligné l'importance de l'accès dans le contexte de l'Afrique.

Table-ronde : Construire une identité numérique durable

Conduite par Stephanie de Labriolle, la table-ronde a traité les questions d'identité numérique du point de vue de la Secure Identity Alliance. Il y a aujourd'hui plus d'un milliard de personnes sans aucune information sur l'identité et les présentations de la table-ronde ont montré que c'est non seulement fonctionnellement une bonne chose que d'avoir une identité numérique mais aussi qu'en réalité l'identité peut être conçue comme un droit des personnes selon les documents des Nations unies. La table-ronde a illustré la théorie par des exemples pratiques tels que comment, en Jamaïque, le système traditionnel du facteur est combiné à la technologie pour introduire en douceur l'identité numérique.

Études de cas

La session en fin d'après-midi le 30 mai était une collection de réussites du monde entier, avec un accent sur les questions d'interopérabilité et la gestion

du changement. La Namibie, le Mozambique et le Cap Vert ont réfléchi sur le chemin qu'ils ont pris et il était intéressant de noter que des pays si éloignés l'un de l'autre et de l'Estonie ont tous été néanmoins, d'une manière ou d'une autre, influencés par les exemples estoniens et l'ouverture d'accès aux leçons que l'Estonie a fournies.

Le principe une fois pour toutes

Le deuxième jour de la conférence a commencé par deux excellentes présentations. M. Luukas Ilves a tout simplement rendu le fait de construire l'e-gouvernance extrêmement attirant en fournissant des exemples concrets des bénéfices et comment les calculer, sujet qui doit être connu par tous, car il aide les preneurs de décision. La première session, ainsi que la session parallèle suivante, était consacrée à un principe avancé de prestation d'e-services, appelé « une fois pour toutes » ; cela signifie une obligation autodéclarée de ne demander qu'une seule fois ses données à un citoyen, grâce au remplissage préalable des champs nécessaires avec les informations dont un prestataire de services a besoin pour prendre une décision à l'aide de banques de données préexistantes.

Fonctionnaire à la Commission européenne, M. Serge Novaretti, a abordé la question par une déclaration étonnamment audacieuse (pour un fonctionnaire de la Commission européenne) que « nous faisons face à un nouveau type de révolution... » modifiant les mentalités de comment fournir les services. Et des changements courageux sont effectivement attendus, des données ouvertes à la consolidation des services et à la récolte des fruits de tous les investissements dans les TIC du secteur public.

DG Connect pense que nous évoluons actuellement vers la vision d'une passerelle numérique unique qui combinerait tous les éléments des infrastructures de l'e-gouvernance et offrirait des services sans interruption de tous les secteurs de la société. À cette fin, nous avons besoin maintenant d'une Charte du Citoyen numérique servant de guide des droits des citoyens entrant l'administration publique numérique.

Les TIC au service des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Cette table-ronde de haut niveau comprenait des ministres distingués de trois pays ACP et des experts principaux du PNUD :

- L'hon. Mme Catherine Hughes, députée, ministre des Télécommunications publiques, Guyana
- S.E. M. Arouna Modibo Touré, ministre de l'Économie numérique et des Communications, Mali
- S.E. l'hon. Mme Ursula Owusu-Ekufu, ministre pour les Communications, Ghana
- Mme Minerva Novero-Belec, PNUD

Mme Novero-Belec du PNUD a présenté une perspective globale sur les ODD et a introduit une approche sur la façon dont les TIC aideront les gouvernements à atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU.

Les points clés suivants ont été soulevés lors de la table-ronde :

Le premier facilitateur est la connectivité, à la fois la connexion internationale et l'accès à Internet dans le pays. Les problèmes clés sont l'accès physique et un prix abordable.

Le deuxième point soulevé par les intervenants est la capacité des gouvernements à répondre aux questions d'e-gouvernement. Le développement de l'e-gouvernement met sur la table des questions légales, organisationnelles et de restructuration des services, mais il y a également un manque de personnel compétant, capable de relever ces défis. Il a été aussi mentionné que fréquemment les gouvernements se concentrent uniquement sur une solution ou une autre et ne prennent pas en considération une perspective plus large. Cela conduit à des solutions sectorielles isolées et n'encourage pas l'échange et la réutilisation des informations disponibles.

Le troisième point mentionné est le développement des services. Les technologies de l'e-gouvernement permettent de restructurer les services publics mais un habituel goulot d'étranglement est la conscience limitée des responsables gouvernementaux concernant les nouvelles possibilités. Pour surmonter ce défi, des formations et un leadership politique sont nécessaires.

Conclusion

L'impression générale de la conférence a été que de nombreux sujets ont été couverts et que dans certains domaines il y a un consensus clair qui émerge sur comment commencer à construire les infrastructures d'e-gouvernance, quels sont les facteurs de succès et comment atteindre la durabilité.

Cela étant, beaucoup de sujets ont été soit très brièvement traités, soit pas du tout, l'absence la plus flagrante étant l'impact des réseaux sociaux sur l'e-gouvernance. Si les gens sont sur les réseaux sociaux (et ils le sont), le gouvernement devrait aussi y être, sans quoi les réseaux sociaux se développeront en des gouvernements alternatifs. Ils décident déjà des questions de censure, les gens y organisent des actions collectives et ils peuvent y collecter des fonds. Mais oui, ces sujets attendront les participants à la conférence e-Gouvernance Tallinn 2018 !